

AANNEMER/VERANTWOORDELIJKE VAN DE WERF :

Naam :

Adres :

Telefoonnr. :

UURROOSTER VAN DE BOUWPLAATS :

(1) Schrappen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
DI ANTONIO

Bijlage 5 : formulier voor de indiening van een beroep

Aanvrager : (Naam van de persoon die de vergunning verkregen heeft of wiens vergunning geweigerd werd)

.....

Vergunning voor een handelsvestiging of de geïntegreerde vergunning : (de overheid vermelden die beslist heeft)

.....

Formulier terugsturen naar volgend adres :

Waalse Overheidsdienst

Place de la Wallonie 1

5100 Namen (Jambes)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 april 2015 betreffende de procedure en verschillende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 5 februari 2015 betreffende de handelsvestigingen en houdende wijziging van Boek I van het Milieuwetboek.

Namen, 2 april 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202092]

23 AVRIL 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, l'article D.28;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 fixant au 30 novembre 2014 la date limite de dépôt des demandes d'aide pour les engagements de l'année 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

Vu l'urgence;

Considérant que, pour la première fois, les agriculteurs peuvent déposer leur demande unique par le biais d'un site internet et que le succès de l'opération dépasse largement les attentes. Qu'en conséquence le système informatique pourrait ne pas supporter les pics de charge attendus de fin de période d'introduction dès cette première année de mise en service du site internet, avec comme résultat une impossibilité d'introduction d'un certain nombre de demandes uniques;

Considérant que les agriculteurs ont tardé à déposer leur demande unique compte tenu de l'incertitude quant aux conditions de la nouvelle programmation de la politique agricole commune;

Considérant, d'une manière générale, que l'Union européenne, consciente des difficultés de mise en œuvre de la nouvelle programmation, a autorisé le report du délai maximum au 15 juin pour l'année 2015, antérieurement fixé au 15 mai. Que la majorité des pays européens ont appliqué ce report et qu'il convient de permettre aux agriculteurs wallons d'en bénéficier aussi, afin qu'ils ne soient pas défavorisés par rapport à leurs homologues européens;

Considérant qu'il convient de reporter la date du délai d'introduction afin de permettre aux agriculteurs de bénéficier des aides et à l'administration de gérer les dossiers dans le respect des obligations européennes;

Considérant que l'urgence réside en ce que le délai d'introduction pour les déclarations électroniques expire au 30 avril 2015 et qu'il importe que le report de date soit effectif au plus tard à cette date;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs;

2^o Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

3^o Règlement n^o 809/2014 : le Règlement d'exécution (UE) n^o 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du Règlement (UE) n^o 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

Art. 2. Par dérogation à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, pour l'année 2015, la date limite visée à l'article 13, § 1^{er}, du Règlement d'exécution n^o 809/2014, est définie par le Ministre pour l'introduction des demandes uniques sur format papier ou sur format électronique.

Art. 3. Par dérogation à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015, pour l'année 2015, la date limite des dépôts pour la demande de modifications est définie par le Ministre.

Art. 4. Dans l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 février 2014 relatif à l'octroi d'aides agro-environnementales et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi de subventions agro-environnementales, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, pour les engagements débutant le 1^{er} janvier 2015, l'agriculteur introduit sa demande d'aide au plus tard jusqu'au 31 décembre 2014. ».

Art. 5. Dans l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2008 relatif à l'octroi d'aides à l'agriculture biologique, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, pour les engagements débutant le 1^{er} janvier 2015, l'agriculteur introduit sa demande d'aide au plus tard jusqu'au 31 décembre 2014. ».

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 fixant au 30 novembre 2014 la date limite de dépôt des demandes d'aide pour les engagements de l'année 2015 est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 8. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 avril 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202092]

23. APRIL 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung für das Jahr 2015 der Fristen für das Einreichen der Anträge auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen und auf Beihilfen für biologische Landwirtschaft sowie der Frist für die Hinterlegung und der äußersten Frist für die Änderung des Sammelantrags

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance;

Aufgrund des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, insbesondere Artikel D.28;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 zur Festlegung des äußersten Datums für das Einreichen der Beihilfeanträge für die Verpflichtungen des Jahres 2015 auf den 30. November 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Landwirte ihren Sammelantrag zum ersten Mal über eine Website einreichen können, und dass der Erfolg dieser Maßnahme die Erwartungen bei weitem übersteigt, sodass das EDV-System bereits im ersten Jahr der Inbetriebnahme der Website den am Ende des Zeitraums für das Einreichen der Anträge erwarteten Lastspitzen ggf. nicht standhalten könnte, was das Einreichen einer gewissen Anzahl von Sammelanträgen unmöglich machen würde;

In der Erwägung, dass die Landwirte angesichts der Ungewissheit in Bezug auf die Bedingungen der neuen Programmplanung der Gemeinsamen Agrarpolitik ihre Sammelanträge spät eingereicht haben;

In der Erwägung, dass die Europäische Union, die sich der Schwierigkeiten in Bezug auf die Umsetzung der neuen Programmplanung bewusst ist, eine Verlängerung der äußersten Frist für das Jahr 2015 auf den 15. Juni anstatt der vorher auf den 15. Mai festgelegten Frist erlaubt hat. In der Erwägung, dass die meisten europäischen Länder diese Verlängerung angewandt haben, und dass den wallonischen Landwirten auch die Möglichkeit gegeben werden sollte, diese Möglichkeit in Anspruch zu nehmen, damit sie gegenüber ihren europäischen Kollegen nicht benachteiligt werden;

In der Erwägung, dass die Frist für das Einreichen der Anträge zu verlängern ist, um den Landwirten zu ermöglichen, in den Genuss der Beihilfen zu gelangen und der Verwaltung zu erlauben, die Akten gemäß der europäischen Verpflichtungen ordnungsgemäß zu bearbeiten;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit darauf zurückzuführen ist, dass die Frist für das Einreichen der elektronischen Erklärungen am 30. April 2015 abläuft und die Fristverlängerung folglich spätestens an diesem Datum wirksam werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

2° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

3° Verordnung Nr. 809/2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance.

Art. 2 - Abweichend von Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 wird die in Artikel 13 § 1 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 festgelegte äußerste Frist im Jahre 2015 für das Einreichen der Sammelanträge auf Papier oder auf einem elektronischen Datenträger vom Minister bestimmt.

Art. 3 - Abweichend von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 wird die äußerste Frist für die Hinterlegung von Änderungsanträgen im Jahre 2015 vom Minister bestimmt.

Art. 4 - In Artikel 5 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Februar 2014 zur Gewährung von Beihilfen im Rahmen von Agrarumweltmaßnahmen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 zur Gewährung von agrarökologischen Subventionen wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für jene Verpflichtungen, die am 1. Januar 2015 beginnen, reicht der Landwirt seinen Beihilfeantrag jedoch bis zum 31. Dezember 2014 spätestens ein."

Art. 5 - In Artikel 6 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2008 über die Gewährung von Beihilfen für die biologische Landwirtschaft wird zwischen Absatz 1 und Absatz 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für jene Verpflichtungen, die am 1. Januar 2015 beginnen, reicht der Landwirt seinen Beihilfeantrag jedoch bis zum 31. Dezember 2014 spätestens ein."

Art. 6 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 zur Festlegung des äußersten Datums für das Einreichen der Beihilfeanträge für die Verpflichtungen des Jahres 2015 auf den 30. November 2014 wird aufgehoben.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 8 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. April 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202092]

23 APRIL 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot vastlegging, voor het jaar 2015, van de data van indiening van de steunaanvragen betreffende de agromilieumaatregelen en de steun voor biologische landbouw, alsook de datum van indiening van de verzamelaanvraag en de uiterste datum van wijziging ervan

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en (EG) nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van Uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikel D.28;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014 waarbij de uiterste datum voor de indiening van een steunaanvraag voor de verbintenissen van het jaar 2015 op 30 november 2014 wordt vastgesteld;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de landbouwers hun verzamelaanvraag voor het eerst via een internetsite kunnen indienen en dat het succes van dat systeem de verwachtingen ruimschoots overtreft; Dat het informaticasysteem derhalve niet het hoofd zou kunnen bieden aan de overlastpieken die vanaf dit eerste jaar van gebruik van de internetsite aan het einde van de indieningsperiode verwacht worden, met als gevolg dat een bepaald aantal verzamelaanvragen onmogelijk ingediend zou kunnen worden;

Overwegende dat de landbouwers gedraald hebben om hun verzamelaanvraag in te dienen wegens de onzekerheid omtrent de voorwaarden van de nieuwe planning van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Overwegende, op algemene wijze, dat de Europese Unie, zich bewust zijnde van de moeilijkheden inzake de tenuitvoerlegging van de nieuwe planning, toestemming heeft gegeven om de maximumtermijn, die vroeger op 15 mei was vastgelegd, naar 15 juni te verschuiven voor het jaar 2015; Dat de meerderheid van de Europese landen die verschuiving hebben toegepast en dat ook de Waalse landbouwers daarop aanspraak moeten kunnen maken om niet benadeeld te worden ten opzichte van hun Europese collega's;

Overwegende dat de datum van de indieningstermijn verschoven moet worden opdat de landbouwers de steun kunnen genieten en de administratie de dossiers kan beheren met inachtneming van de Europese voorschriften;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit het feit dat de indieningstermijn voor de elektronische aangiften op 30 april 2015 verstrijkt en dat het van belang is dat de datumverschuiving uiterlijk op die datum plaatsvindt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 : besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

2° Minister : de Minister van Landbouw;

3° Verordening nr. 809/2014 : de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandsontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden.

Art. 2. In afwijking van artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt de uiterste datum bedoeld in artikel 13, § 1, van de Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014, wat het jaar 2015 betreft, door de Minister bepaald voor de indiening van de verzamelaanvragen op papieren drager of langs de elektronische weg.

Art. 3. In afwijking van artikel 4, § 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015, wordt de uiterste datum voor de indiening van wijzigingsaanvragen, wat het jaar 2015 betreft, door de Minister bepaald.

Art. 4. In artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 13 februari 2014 tot toekenning van agromilieusteun en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2008 betreffende de toekenning van toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Wat betreft de verbintenissen die op 1 januari 2015 ingaan, dient de landbouwer zijn steunaanvraag evenwel uiterlijk 31 december 2014 in. ».

Art. 5. In artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw en tot opheffing van het besluit van 24 april 2008 betreffende steunverlening aan de biologische landbouw wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Wat betreft de verbintenissen die op 1 januari 2015 ingaan, dient de landbouwer zijn steunaanvraag evenwel uiterlijk 31 december 2014 in. ».

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014 waarbij de uiterste datum voor de indiening van een steunaanvraag voor de verbintenissen van het jaar 2015 op 30 november 2014 wordt vastgesteld, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 8. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 april 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
R. COLLIN